



iFi-LATINECO

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE LATINO-AMÉRICAINNE

Octobre 2010



iFi-LATINECO

11 rue Tronchet - F-75008 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 47 42 23 05 | Fax : +33 (0) 1 40 06 90 79 | ifi-info@latineco.com

www.latineco.com

SOMMAIRE

AMÉRIQUE LATINE	4
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	4
Le poids des groupes pétroliers	4
Croissance : une bonne année 2010	4
ARGENTINE	5
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	6
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	7
Tout faire pour rester au-delà de 2012	7
Les KIRCHNER et le facteur « chance »	7
Réduction de la classe moyenne	8
Expansion économique VS épargne	8
Où se trouvent les salaires les plus élevés ?.....	8
BRÉSIL.....	9
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	10
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	11
Marina vole la vedette à Dilma.....	11
Chômage estival remarquablement bas.....	11
Le risque d'un réal fort	11
Familles majoritairement endettées	12
Inégalités municipales.....	12
BRIC et fusions-acquisitions	12
La lente hausse de la pression fiscale.....	12
CHILI.....	13
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	14
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	15
Un effet « mineurs » sur le Président	15
Le budget 2011 en détail	15
Pauvreté de nouveau à la hausse	16
Des salariés trop endettés	16
COLOMBIE	17
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	18
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	19
Le président sur un nuage	19
Les derniers chiffres de la croissance	19

MEXIQUE	20
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>21</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>22</i>
Changement de tendance dans le commerce extérieur	22
Croissance surprise en juillet.....	22
L'insécurité a un coup.....	22
Nouvelle disposition contre l'argent sale.....	23
 URUGUAY	 24
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>25</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>26</i>
Du mieux pour le pouvoir d'achat	26
IED en hausse	26

AMÉRIQUE LATINE

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Le poids des groupes pétroliers

En termes de ventes, les cinq premiers rangs du palmarès régional sont occupés par des groupes pétroliers, **Petrobras** en tête, suivi par **Pemex**, **Pdvsa**, **Pemex Refinación** et **Petrobras Distribuidora**. La 6^{ème} place revient à l'opérateur de télécoms **América Móvil**, suivi par **Vale**, **Ultrapar**, **Walmex** et **Odebrecht**. Sur les dix premiers groupes, la moitié sont brésiliens.

Croissance : une bonne année 2010

Selon la **Banque interaméricaine de développement** et la **Banque mondiale**, en 2010, l'Amérique latine devrait enregistrer une croissance oscillant entre 5,5% et 6%. À titre de comparaison, les prévisions tablent sur une progression de 1,8% pour la zone euro, de 3,1% pour les États-Unis et de 10,5% pour la Chine.

Il est à noter que tandis qu'au cours des années 2007 et 2008, l'expansion économique variait entre les pays, actuellement l'ensemble des pays de la région, à l'exception du Venezuela, devrait enregistrer des croissances oscillant entre 4% et 12% au deuxième trimestre de 2010.

ARGENTINE



FICHE PAYS

Nom officiel República Argentina

Superficie 2 791 810 km²

Population 41M d'hab.

Densité de population 14,69 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Buenos Aires - 3,1M d'hab. (Agglo. : 13,5M d'hab.)

Villes principales

Córdoba - 1,4M d'hab.

Rosario - 1M d'hab.

Mendoza - 870 000 hab.

Régime politique République fédérale (23 provinces + Capitale fédérale)

Chef d'État Cristina Elisabet Fernández de Kirchner (2008-2012)

Monnaie Peso (ARS)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

ARGENTINE		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		266,3	257,2	273,1
PIB (Δ %)		5,0	-3,4	6,2
PIB/hab. (\$)		6 759	6 273	6 661
Taux d'intérêt court* (%)		11,5	9,5	11,45
Taux d'inflation (Δ %)		22,0**	15,0**	16,0**
Taux de chômage* (%)		9,8	11,5	7,9
Solde commercial (Md\$)		13,2	17,3	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		48,9	46,1	51,1
Dettes extérieures* (Md\$)		127,3	128,1	123,8
Taux de change (ARS) au 31/12	/USD	3,45	3,80	
	/EUR	4,92	5,46	

*Dernière donnée connue | **Calcul réel non-officiel

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
25,8	63,5	10,7

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

ARGENTINE

Tout faire pour rester au-delà de 2012

La présidente **Kirchner** est toujours convaincue du bien fondé de l'utilisation des réserves de la Banque centrale pour rembourser les dettes du pays. Et pour cause. Lors de sa visite en Allemagne, il est certain qu'**Angela Merkel** évoquera la dette de l'Argentine auprès du Club de Paris. Si Mme Kirchner parvient à régler ce problème, elle pourrait obtenir de nouveaux financements pour des infrastructures et lancer ainsi un plan spectaculaire de travaux pour séduire le plus grand nombre d'argentins pré-électoral. Dans le projet du budget de 2011, il est prévu d'accorder des pouvoirs étendus à **Julio De Vido**, ministre à la Planification fédérale, pour emprunter jusqu'à **7,6 milliards de dollars** (fonds équivalents de la dette auprès du Club de Paris) destinés à des « investissements prioritaires » : achats de matériel ferroviaire à la Chine, des avions pour **Aerolíneas Argentinas**, équipements pour des centrales nucléaires (Atucha III) et hydroélectriques, etc. En face des projets politiques du couple Kirchner et de ses acolytes, le spectre des péronistes anti-kirchneristes et des partis d'opposition traditionnels offre un panorama de désunion qui risque de jouer en faveur de Cristina et Néstor.

Les KIRCHNER et le facteur « chance »

La comparaison faite par l'économiste **Mario Brodersohn** du panorama économique des années de présidence de **Raúl Alfonsín** (1985-1989) avec celui des **Kirchner** permet de noter l'influence positive du contexte international sur la politique économique locale :

- La révolution technologique et l'expansion de la frontière agricole ainsi que la présence active de la Chine et de l'Inde dans le commerce international ont favorisé le boom que l'on connaît (excédent fiscal et commercial). L'Argentine a pu supporter ainsi de rester à l'écart des marchés des capitaux internationaux ;
- En 1988, les exportations du pays avaient atteint les 9,13 milliards de dollars contre **70 milliards de dollars** vingt ans après (2008). De même, pour 2010, la production céréalière et d'oléagineux serait d'environ **95,3 millions de tonnes** contre 44,1 millions de tonnes en 1985 ;

Entre 1983 et 1986, l'ensemble des pays latino-américains avait enregistré une fuite de capitaux de l'ordre de 106 milliards de dollars tandis qu'entre 2003 et 2008 la région a reçu **331 milliards de dollars**.

Réduction de la classe moyenne

Cette classe moyenne forte qui distinguait le pays de ses voisins enregistre un recul au cours des 35 dernières années avec en parallèle un accroissement de la pauvreté.

Ainsi, en 1974, 82,6% de la population faisait partie de la classe moyenne (7,1% d'habitants étaient considérés pauvres) contre 58% en 2006 (32% de pauvres). Par ailleurs, le coût des services habituellement consommés par cette classe a grimpé bien au-delà de ses revenus. Ainsi, au cours des 12 derniers mois, le prix de l'essence a crû de 25%, l'assurance automobile de 23%, l'entrée de cinéma de 8%, etc.

PS 1 : depuis janvier, le taux officiel d'inflation est de 7,5% contre 17% pour les calculs d'entités privées indépendantes.

PS 2 : selon l'INDEC, les argentins auraient 136,5 milliards de dollars dans leur bas de laine ou en dépôt à l'étranger.

Expansion économique VS épargne

Le contexte international favorable à l'économie argentine joue en faveur de l'activité interne du pays. Ainsi, pour éviter des pertes liées à la forte inflation, une partie de la population investit en payant cash des achats immobiliers et une autre qui faute d'avoir accès à des sources de financement achète des biens durables (électroménager et véhicules), ce qui maintient un bon niveau d'activité.

Mais en Argentine le niveau de consommation n'est pas basé sur un processus d'investissement productif et, parallèlement, en vue des prochaines élections, la Banque centrale est en train d'accentuer une politique monétaire trop généreuse (hausse de la dépense publique financée par l'émission de monnaie).

Cette politique est basée sur l'idée que l'émission de monnaie facilite le crédit, en contradiction avec les principes économiques qui considèrent que la base du crédit est l'épargne, soit la partie des revenus qui n'est pas consommée.

Où se trouvent les salaires les plus élevés ?

Selon les statistiques officielles, les salaires moyens de la province de Santa Cruz (sud) sont les plus élevés du pays, soit 7 177 pesos (1 840 dollars) contre 2 389 pesos (612 dollars) dans la province de Santiago del Estero (nord).

Le salaire moyen à Buenos Aires est de 4 322 pesos (environ 1 100 dollars) contre 3 566 pesos dans la province de Buenos Aires et 3 071 pesos à Córdoba.

BRÉSIL



FICHE PAYS

Nom officiel República Federativa do Brasil

Superficie 8 511 965 km²

Population 192M d'hab.

Densité de population 23,38 hab./km²

Langue officielle Portugais

Capitale Brasília - 2,4M d'hab.

Villes principales

São Paulo - 11M d'hab. (Agglo. : 19,7M d'hab.)

Rio de Janeiro - 6,14M d'hab. (Agglo. : 11,4M d'hab.)

Salvador - 2,9M d'hab. (Agglo. : 3,6M d'hab.)

Belo Horizonte - 2,4M d'hab. (Agglo. : 5M d'hab.)

Régime politique République fédérale (26 États + District fédéral)

Chef d'État Luiz Inácio Lula da Silva (2007-2010)

Monnaie Réal (BRL)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

BRÉSIL		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		1 418,9	1 421,7	1 528,3
PIB (Δ %)		5,1	0,2	7,5
PIB/hab. (\$)		7 390	7 405	7 960
Taux d'intérêt court* (%)		13,75	8,75	10,75
Taux d'inflation (Δ %)		6,2	4,3	5,4
Taux de chômage* (%)		7,8	8,1	6,7
Solde commercial (Md\$)		24,7	24,6	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		200,0	231,5	273,8
Dettes extérieures* (Md\$)		212,9	204,0	211,6
Taux de change (BRL) au 31/12	/USD	2,18	1,74	
	/EUR	3,28	2,46	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
27,0	66,8	6,2

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

BRÉSIL

Marina vole la vedette à Dilma

Le second tour de l'élection présidentielle du 31 octobre opposera donc sans surprise **Dilma Rousseff**, qui a recueilli 47% des voix au premier tour, à **José Serra** qui en a recueilli un peu moins d'un tiers (32,5%).

Si la candidate du **Parti des travailleurs** n'a pas réussi à « plier » l'élection avec un score supérieur à 50% des voix dès le premier tour, c'est en grande partie à cause du score surprise de **Marina Silva**, arrivée 3^{ème} avec près de 20% des suffrages. Cette candidate « écolo-conservatrice » (« verte » mais également contre l'avortement, par exemple), évangéliste, ancien membre du gouvernement **Lula**, réalise le plus haut score jamais vu au niveau mondial d'un candidat écologiste dans une présidentielle.

La candidate du **Parti vert** a su capter les suffrages des déçus de la présidence **Lula**, car si les observateurs se sont focalisés sur les 80% d'opinions favorables de ce dernier, ils ont oublié qu'ils restaient 20% de mécontents, ce qui n'est pas négligeable.

PS : les élections législatives qui se tenaient en parallèle du scrutin présidentiel ont renforcé la majorité de gauche dans les deux chambres.

Chômage estival remarquablement bas

Au mois d'août dernier, le taux de chômage calculé par les statistiques officielles de l'IBGE est descendu à **6,7%** contre 6,9% en juillet 2010 et 8,1% en août 2009. Ce taux de 6,7% est le plus bas enregistré depuis mars 2002, soit près d'un an avant l'arrivée de **Lula** au pouvoir.

Le risque d'un réal fort

Actuellement, le cours du réal par rapport au dollar est 33% au dessus de la moyenne des quinze dernières années. Cette appréciation est due en grande partie au soutien donnée par l'entrée dans le pays de **94,3 milliards de dollars** entre juillet 2009 et juillet 2010.

Est-ce que le prochain gouvernement pourra conserver la parité actuelle sans nuire aux exportations ?

Familles majoritairement endettées

D'après une enquête publique réalisée auprès de 3 800 foyers, plus de 54% des familles du pays sont endettées, soit 11,1% se considérant comme très endettées, 26,4% comme moyennement endettées et 16,9% comme peu ou pas du tout endettées. Par ailleurs, 64% de ces familles endettées ont des dettes supérieures à leurs revenus.

PS : la dette familiale moyenne est de 5 426,59 *reais*, soit environ **3 194 dollars**.

Inégalités municipales

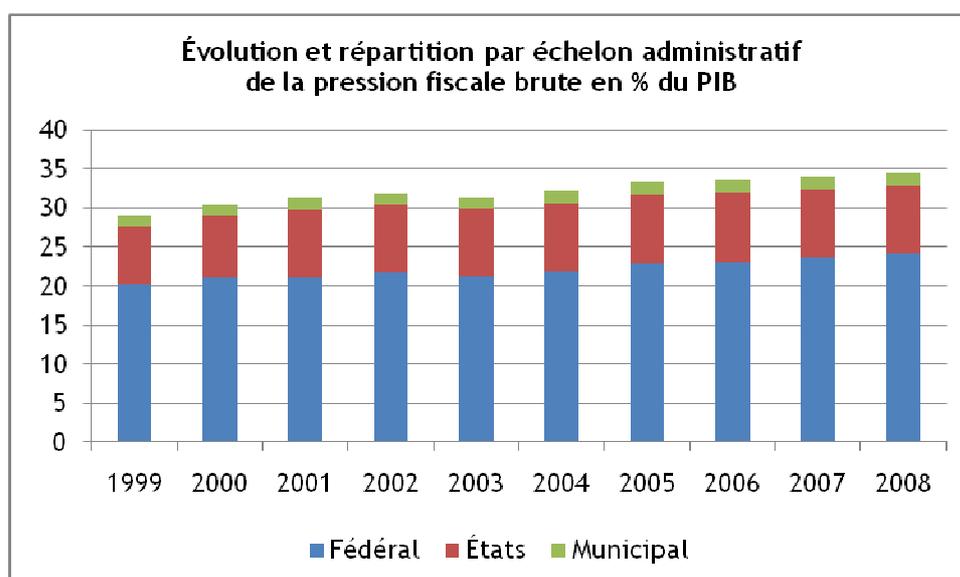
Le Brésil est un des pays les plus inégalitaires d'Amérique latine, un constat que l'on retrouve à l'échelon municipal.

En effet, sur les 5 564 municipalités du pays, 2 503 (45% du total) ne disposent pas d'eau courante et de services médicaux de base, tandis que seulement 226 d'entre elles (4%) sont considérées comme hautement développées et peuvent tenir la comparaison avec leurs équivalentes européennes et nord-américaines.

BRIC et fusions-acquisitions

En matière d'opérations de fusions-acquisitions sur la période janvier-septembre 2010, le Brésil se situe en deuxième place parmi les BRIC, le bloc réunissant les quatre grands pays émergents de la planète (Brésil, Russie, Inde et Chine), avec un montant total de **75,8 milliards de dollars** (375 opérations). Le pays est cependant loin de la première place, occupé par la Chine avec 134,4 milliards de dollars.

La lente hausse de la pression fiscale



CHILI



FICHE PAYS

Nom officiel República de Chile

Superficie 756 626 km²

Population 16,6M d'hab.

Densité de population 21,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santiago - 4,9M d'hab.

Villes principales

Valparaíso - 300 000 hab. (Agglo. : 803 683 hab.)

Concepción - 216 061 hab. (Agglo. : 666 381 hab.)

Régime politique République

Chef d'État Miguel Juan Sebastián Piñera Echenique (2010-2014)

Monnaie Peso (CLP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

CHILI		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		140,5	138,1	145,7
PIB (Δ %)		3,6	-1,7	5,5
PIB/hab. (\$)		8 464	8 319	8 777
Taux d'intérêt court* (%)		8,25	0,5	2,0
Taux d'inflation (Δ %)		7,1	-1,4	1,9
Taux de chômage* (%)		7,8	9,7	8,3
Solde commercial (Md\$)		8,9	13,3	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		24,09	22,8	26,1
Dettes extérieures* (Md\$)		51,69	71,2	76,0
Taux de change (CLP) au 31/12	/USD	630,3	507	
	/EUR	914,8	716	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
23,6	67,6	8,8

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

CHILI

Un effet « mineurs » sur le Président

Au sommet de la popularité, même avec quelques points en moins ces dernières semaines, **Sebastián Piñera** a été critiqué pour avoir voulu accélérer les travaux de libération des fameux 33 mineurs avant le 17 octobre, date où il doit entamer une tournée européenne.

Cet évènement a agi en catalyseur pour la société chilienne à travers des personnalités de tout horizon, et tout le monde a fait cause commune en vue de la libération des mineurs, sans oublier les aspects « commerciaux » de l'opération.

Même **Laurence Golborne**, le ministre des Mines et ancien bras droit d'**Horst Paulmann**, a bénéficié des retombées de la « saga », devenant le mieux noté des ministres.

Le budget 2011 en détail

Le Président **Piñera** a détaillé le projet de loi du budget pour l'année 2011, son premier depuis son arrivée à la tête de l'État.

Le montant de ce budget 2011 est en hausse de **5,5%** comparé à celui de 2010 à **53,39 milliards de dollars**. Quatre thèmes ont été retenus comme prioritaires dans son élaboration : les dépenses sociales, la « sécurité citoyenne », les Régions et l'investissement.

Social : le montant accordé est le plus important alloué par un gouvernement chilien à ce poste budgétaire, soit 36,3 milliards de dollars, en hausse de près de 15%.

Sécurité : le poste reçoit 1,9 milliard de dollars (+12%) qui vont notamment être utilisés dans la lutte contre la drogue et l'embauche de policiers.

Régions : les 15 Régions du pays recevront au total 1,7 milliard de dollars (+32%) dont la grande majorité ira dans des projets liés à la santé, au traitement de l'eau, à l'éducation et aux infrastructures de base.

Investissement : les plus de 10,6 milliards de dollars (+18,7%) seront principalement consacrés à des projets de travaux publics et de logements.

Pauvreté de nouveau à la hausse

Ce n'était plus arrivé depuis plus de vingt ans : selon une enquête publique, le taux de pauvreté a connu une augmentation entre 2006 et 2009, passant de 13,7% à **15,1%** de la population, soit **2,5 millions d'individus** (+13,6%).

Dans le même temps, le nombre de chiliens vivant dans l'extrême pauvreté a lui aussi augmenté : **+22,8%** à **634 329 individus**.

À noter : entre les deux années, la population du pays a crû de 5,2%.

Des salariés trop endettés

Selon une étude privée, la moitié des salariés du pays sont surendettés avec des dettes atteignant plus de neuf fois leurs revenus bruts, et consacrent plus de la moitié de leurs revenus pour payer ces mêmes dettes. De même, le quart de ces salariés surendettés ont des dettes représentant 12 fois leurs revenus bruts.

COLOMBIE



FICHE PAYS

Nom officiel República de Colombia

Superficie 1 141 748 km²

Population 45,6M d'hab.

Densité de population 39,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santa Fe de Bogotá - 6,8M d'hab. (Agglo. : 8M d'hab.)

Villes principales

Medellín - 3,5M d'hab.

Santiago de Cali - 2,6M d'hab.

Barranquilla - 1,7M d'hab.

Régime politique République

Chef d'État Álvaro Uribe Vélez (2006-2010)

Monnaie Peso (COP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

COLOMBIE		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		176,7	177,4	185,4
PIB (Δ %)		2,5	0,4	4,5
PIB/hab. (\$)		4 210	3 890	4 007
Taux d'intérêt court* (%)		10,0	3,5	3,0
Taux d'inflation (Δ %)		7,7	2,0	2,6
Taux de chômage* (%)		10,1	11,5	11,2
Solde commercial (Md\$)		-5,0	2,6	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		23,12	23,12	25,4
Dettes extérieures* (Md\$)		45,85	49,0	55,0
Taux de change (COP) au 31/12	/USD	2 194	2 044	
	/EUR	3 227	2 908	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,4	65,1	5,5

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

COLOMBIE

Le président sur un nuage

La mort fin septembre dernier de **Mono Jojoy**, chef militaire de la guérilla des **FARC**, lors d'une opération de l'armée est évidemment un bon point politique pour **Juan Manuel Santos**, qui dans le domaine de la sécurité intérieure débute son mandat par un coup d'éclat. D'ailleurs, une enquête de popularité effectuée après cet événement crédite le nouveau président de 88% d'opinions favorables.

À ce niveau, M. Santos continue d'appliquer la politique de fermeté prônée par son mentor et prédécesseur **Álvaro Uribe**. L'élève pourrait même dépasser le maître si de tels coups durs continuent de frapper la guérilla au cours des quatre années de mandat présidentiel. Attention cependant au revers de la médaille : l'opinion publique risque d'être déçue si la mort de Jojoy n'est pas suivie d'autres actions anti-guérilla significatives. Verra-t-on la fin des FARC sous l'ère Santos ?

Les derniers chiffres de la croissance

Selon les statistiques officielles, la hausse interannuelle du PIB pour le premier semestre de 2010 a été de **4,3%** (+4,5% au deuxième trimestre).

Ce bon chiffre a pour origine un bon comportement de l'industrie manufacturière (+6,5%), en particulier l'automobile, de la consommation finale (+3,8%) et de l'investissement (+3,4%). En revanche, mauvais point pour la construction dont l'activité a reculé de 5,6%.

Rappel : le taux de croissance prévisionnel 2010 est à **4,5%**.

MEXIQUE



FICHE PAYS

Nom officiel Estados Unidos Mexicanos

Superficie 1 964 375 km²

Population 111,2M d'hab.

Densité de population 56,61 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Ciudad de México - 8,7M d'hab. (Agglo. : 22M d'hab.)

Villes principales

Guadalajara - 4,2M d'hab.

Monterrey - 3,8M d'hab.

Puebla - 2,6M d'hab.

Régime politique République fédérale (31 États + District fédéral)

Chef d'État Felipe de Jesús Calderón Hinojosa (2006-2012)

Monnaie Peso (MXN)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

MEXIQUE		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		1 036,6	968,1	1 011,7
PIB (Δ %)		1,5	-6,6	4,5
PIB/hab. (\$)		9 322	8 706	9 098
Taux d'intérêt court* (%)		8,25	4,5	4,6
Taux d'inflation (Δ %)		5,0	3,6	4,9
Taux de chômage* (%)		4,25	5,9	5,4
Solde commercial (Md\$)		-16,8	-13,6	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		77,13	80,8	106,3
Dettes extérieures* (Md\$)		163,0	163,0	46,2
Taux de change (MXN) au 31/12	/USD	13,34	13,04	
	/EUR	19,45	18,66	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,6	64,3	6,1

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

MEXIQUE

Changement de tendance dans le commerce extérieur

Durant le premier semestre de 2010, les exportations mexicaines vers l'Amérique du Sud ont été supérieures à celles vers l'Union européenne avec des montants respectifs de **6,75** (+60,6% en variation interannuelle) et **6,64 milliards de dollars** (+28,6%). C'est la première fois depuis 1993, année du début du calcul par la Banque centrale, que le continent sud-américain dépasse l'Europe sur ce critère.

LES CINQ PREMIERS MARCHÉS SUD-AMÉRICAIN À L'EXPORT DU MEXIQUE AU PREMIER SEMESTRE DE 2010		
Pays	Montant des exportations (millions de dollars)	Var. (%)
Brésil	1 707	+80,1
Colombie	1 702	+47,1
Chili	913	+136,6
Argentine	727	+54,1
Pérou	443	+74,2

PS : au total, les exportations mexicaines du premier semestre de 2010 se sont élevées à **141,26 milliards de dollars** (+36,3%).

Croissance surprise en juillet

Le taux de croissance interannuel pour le mois de juillet a été de **5,1%** selon les statistiques officielles, soit plus que ce qu'avait prédit les différents observateurs dont le taux prévisionnel tournait autour de 4,75%.

L'insécurité a un coup

Selon **Ernesto Cordero Arroyo**, secrétaire aux Finances et au Crédit public, le phénomène de l'insécurité, largement lié à l'activité du narcotrafic, coûterait à l'économie nationale 1,2 point de PIB, soit environ **12 milliards de dollars**.

Nouvelle disposition contre l'argent sale

Depuis septembre dernier, une nouvelle mesure gouvernementale limite davantage les opérations d'achat-vente de dollars entre les institutions financières (courtier, change, institutions de crédit) et les particuliers et ce afin de lutter contre le blanchiment d'argent sale.

À noter : chaque jour circule dans le système bancaire mexicain **33 millions de dollars** à la provenance douteuse.

URUGUAY



FICHE PAYS

Nom officiel República Oriental del Uruguay

Superficie 176 215 km²

Population 3,5M d'hab.

Densité de population 19,86 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Montevideo - 1,7M d'hab.

Villes principales

Salto - 100 572 hab.

Maldonado - 100 000 hab.

Paysandú - 86 000 hab.

Régime politique République

Chef d'État José Alberto Mujica Cordano (2010-2015)

Monnaie Peso (UYU)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

URUGUAY		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		30,5	31,5	33,7
PIB (Δ %)		8,9	2,6	7,0
PIB/hab. (\$)		8 714	9 000	9 629
Taux d'intérêt court* (Δ %)		7,25	8,0	6,25
Taux d'inflation (%)		9,2	5,9	7,1
Taux de chômage* (%)		7,0	6,4	6,2
Solde commercial (Md\$)		-2,8	0,9	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		4,0	8,0	8,0
Dettes extérieures* (Md\$)		13,7	12,4	12,4
Taux de change (UYU) au 31/12	/USD	24,3	19,6	
	/EUR	34,8	27,37	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
22,7	64,0	13,3

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

URUGUAY

Du mieux pour le pouvoir d'achat

Entre janvier et octobre derniers, le pouvoir d'achat des salariés a augmenté de **2,12%** et de **2,95%** sur douze mois. De plus, si l'on tient compte des effets de l'inflation, les salaires ont chuté de **0,95%** entre juillet et août. De même, en septembre, l'indice des prix à la consommation a augmenté de **0,30%** par rapport à août, totalisant **5,77%** depuis janvier 2010 et **6,32%** depuis septembre 2009.

IED en hausse

Au deuxième trimestre de 2010, les investissements étrangers directs ont atteint **404 millions de dollars**, soit **5%** de plus par rapport au premier trimestre. Au total, au premier semestre de l'année, les IED totalisent **791 millions de dollars**, soit **36%** de plus qu'au même semestre de 2009.

L'entrée de dollars a servi à équilibrer la sortie de capitaux d'un montant de **265 millions de dollars** au deuxième trimestre.